

Délibération n° 2019-003-050 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche du travail temporaire a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du travail temporaire, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE du travail temporaire dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche du travail temporaire

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE du travail temporaire pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1413, 2378

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE du travail temporaire	16531009	DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (ESSEC)	20800	10463	7000	12912
CPNE du travail temporaire	16531201	PROGRAMME GRANDE ECOLE - PGE KEDGE BUSINESS SCHOOL	13900	13098	11540	13876
CPNE du travail temporaire	16531215	DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE DIJON - PGE	20300	10463	7000	12500
CPNE du travail temporaire	20512004	DROIT, ECONOMIE, GESTION : GESTION (LIC LMD CNAM)	5800	6281	5969	6469
CPNE du travail temporaire	26031208	DIPLOME MANAGEMENT RELATION CLIENTS (DIPLOME GROUPE ESC PAU)	11700	11200	7459	11668
CPNE du travail temporaire	35031001	GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS GEA OPTION GESTION ET MANAGEMENT DES ORGANISATIONS (DUT)	6800	7500	6996	7786

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE du travail temporaire	35031501	GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS GEA OPTION GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (DUT)	6400	7426	6900	8099
CPNE du travail temporaire	16X31001	MANAGER D'ENTREPRISE OU DE CENTRE DE PROFIT (IFAG)	12200	9618	7577	9907
CPNE du travail temporaire	26C31001	RESPONSABLE EN MARKETING, COMMERCIALISATION ET GESTION (CCI FRANCE - RESEAU EGC)	9600	7909	7469	8186
CPNE du travail temporaire	26N31202	CHARGE DE PROJETS COMMERCIAUX ET MARKETING A L'INTERNATIONAL (GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL)	14000	7700	6000	9732
CPNE du travail temporaire	26X31201	RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL (ICD)	12300	10584	8579	10902

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés